

Déchets sauvages en Ile-de-France : les volontaires d'OSE s'inquiètent pour l'avenir de la planète... et de leur association

La structure, qui a fêté ses trente ans, craint de ne pas percevoir assez de subventions pour continuer ses activités. La prolifération des dépôts sauvages lui cause aussi beaucoup de tracas.



Esbly, dimanche 29 novembre 2020. Une trentaine de bénévoles de l'association OSE ont ramassé les déchets d'un dépôt sauvage, chemin Saint-Germain. Association OSE

Par **Sébastien Roselé**

Le 30 novembre 2020 à 17h30

Dans le frimas d'un matin de novembre, dans un coin de verdure transformé en dépotoir par des pollueurs sans scrupules, ils se sont affairés des heures durant. Dimanche dès 7 h 30, une trentaine des quelque 70 membres bénévoles de l'association OSE (Organe de sauvetage écologique), qui a fêté ses trente ans en

janvier dernier, ont ramassé les déchets déposés sans autorisation dans un bois au bord du chemin de Saint-Germain à Condé, à Esbly.

Et le résultat est édifiant. Ce sont cinq tonnes de déchets qui ont été récupérées et déposées dans une benne mise à la disposition de l'association par Val d'Europe Agglomération.

« Pendant des heures, les bénévoles ont rempli une benne de 20 m³ », observe Edouard Feinstein, président de l'association. Au moins cinq tonnes de déchets ont ainsi été ôtées de ces bois. « Il y avait hélas de quoi remplir une seconde benne », se désole le militant associatif.

Les entreprises de BTP accusées d'esquiver la mise en décharge

L'inventaire n'est pas glorieux. Les bénévoles ont trouvé des tuiles, des dizaines de sacs de gravats, une baignoire, une cuvette de WC, un canapé... « Les déchets proviennent en priorité des entreprises de BTP. Elles facturent à leurs clients la mise en décharge et n'y vont pas. Les déchetteries sont payantes pour les professionnels. »

La Seine-et-Marne compte de nombreux sites de dépôts sauvages de déchets. Le conseil départemental a adopté un plan triennal en 2016 pour les réduire. Cela passait par de la prévention et des sanctions. Rien que sur le bord des routes départementales, sur trois années, ce sont 48 000 tonnes de déchets qui ont été ramassés.

L'effort est colossal pour le département car cela a mobilisé l'équivalent de onze agents à temps complet et a coûté 3,2 millions d'euros pour ramasser ces déchets. « La problématique des dépôts sauvages est devenue sociétale », constate l'exécutif départemental qui soutient financièrement ou matériellement plusieurs associations pour lutter contre les dépôts sauvages, dont OSE.